

CONSEIL D'ADMINISTRATION
SÉANCE DU 27 SEPTEMBRE 2024
DÉLIBÉRATION N°2024-27

Le 27 septembre 2024 à 9h30, le conseil d'administration de l'Institut d'Études Politiques de Bordeaux s'est réuni sous la présidence de Mathieu Gallet.

Étaient présents :

Membres ayant voix délibérative	M. Pujolar	Mme Bosdecher	M. Gallet
	M. Leÿs	M. Potier	M. Rouger
	M. Compagnon	M. Déloye	M. Ferrié
	M. Tiberj	Mme Nakanabo Diallo	Mme N'Diaye
	Mme Pistre	M. Ballet	Mme Pairo
	Mme Trichet	M. Diard	
Es qualités	Mme Pénélaud	M. Darbon	Mme Ammar-Khodja
	Mme Renson (Rectorat)	Mme Couderc	
Absents ayant voix délibérative et ayant donné procuration	Mme Bertrand Dorléac	Mme Bonnaud	Mme Colin
	M. Douberchtein-Grigorieff	Mme Duchesne	M. Etcheçaharreta
	M. Fourier	Mme Gaudin	M. Lartigau
	M. Lambert	Mme Papin	Mme Leccis Cocco Ortu
Absents n'ayant pas donné procuration	Mme Delfaud		

MODIFICATION DU RÈGLEMENT INTÉRIEUR FAIRE

Vu les articles 20 et 22 du décret n°89-902 du 18 décembre 1989 relatif aux Instituts d'Études Politiques dotés d'un statut d'établissement public administratif associés à une université ou à une communauté d'universités et établissements ;

DÉCIDE

Article unique :

Le règlement intérieur du FAIRE, joint à la présente délibération, est adopté.

Il est d'applicabilité immédiate.

Après en avoir délibéré,

Effectif statutaire du CA	30
Membres en exercice	30
Nombre de présents et d'excusés ayant donné procuration au moment du vote	29
Nombre d'abstentions	0
Nombre de voix pour	29
Nombre de voix contre	0

La présente délibération est adoptée.

Les dispositions de la présente délibération prennent effet dans un délai de quinze jours à compter de leurs réceptions par le Rectorat de l'Académie de Bordeaux, à moins que celui-ci n'en autorise l'exécution immédiate.

Elle sera publiée conformément aux dispositions relatives à la publication des actes à caractère réglementaire. Elle est affichée de manière permanente au sein du Bureau B218, 11 Allée Ausone, 33 607 Pessac Cedex et est accessible sur le site internet de l'établissement.

Elle pourra faire l'objet d'un recours pour excès de pouvoir devant le tribunal administratif de Bordeaux dans un délai de deux mois à compter de sa transmission au Rectorat de l'Académie de Bordeaux et de sa publication.

